RAPPORT DE CORRECTION

D'ÉCONOMIE, SOCIOLOGIE ET HISTOIRE DU MONDE CONTEMPORAIN

Conception ESCP Europe/SKEMA BS

SOMMAIRE

Le sujet	2
Attentes du jury	4
Remarques de correction	4
Conseils aux futurs candidats	5

Le sujet

BCE
BANQUE COMMUNE D'ÉPREUVES

Code sujet : 270

Conception : ESCP Europe – SKEMA BS

ÉCONOMIE, SOCIOLOGIE

et HISTOIRE DU MONDE CONTEMPORAIN

OPTION ÉCONOMIQUE

Mardi 7 mai 2019, de 8 h. à 12 h.

« Dans quelle mesure la contrainte environnementale peut-elle modifier les conditions de la croissance » ?

Vous illustrerez votre propos par des exemples historiques empruntés au programme.

N.B. :
Tout verbiage doit être évité et il est expressément recommandé de ne pas dépasser huit pages, sauf justification par la qualité du résultat.
Il sera tenu compte des qualités de plan et d'exposition, ainsi que de la correction de la langue.
Aucun document n'est autorisé. L'utilisation de toute calculatrice et de tout matériel électronique est interdite.

Le sujet

Le sujet était ancré dans les programmes de première année (module 2.3) et de deuxième année (modules 3.1 et 3.2).
Les étudiants ont rencontré des difficultés pour expliciter les différentes acceptions du terme « conditions de la croissance », qui revêtait une dimension quantitative (le taux de croissance) mais aussi qualitative (le type de croissance : « croissance verte » par exemple).
De même, le terme large de « contrainte environnementale » méritait d'être précisé, dans la mesure où il renvoyait à deux aspects (au moins) du sujet : la question des ressources naturelles (renouvelables ou non) et de leur éventuel épuisement ; la question de la dégradation de l'environnement et de ses conséquences économiques (réchauffement climatique notamment).

Faute de discuter les termes du sujet, nombre de candidats se sont enfermés dans une acception étroite, en traitant exclusivement de la question du taux de croissance (décroissance, substituabilité ou non des facteurs, etc). Il en a résulté parfois des plans et des développements assez contradictoires, consistant à affirmer que la contrainte environnementale aurait des effets négatifs sur la croissance (I) mais aussi des effets positifs (II). Bien peu ont perçu les questions de transition énergétique et de passage d'un modèle de croissance à un autre.

Il est à noter que les différents leviers d'action microéconomiques dont disposent les pouvoirs publics pour agir sur les comportements et les incitations des agents économiques (ménages comme entreprises) sont souvent bien mentionnés (taxes, subvention, etc) mais souvent peu analysés en détail : il ne suffit pas de lister les outils ; il faut les expliquer, les comparer et en tirer des conséquences sur la croissance. Les candidats se contentent bien souvent d'une description linéaire des modalités d'internalisation des externalités environnementales, sans évaluation de l'impact de ces instruments. Or ces leviers d'action ont un coût (taxe carbone, augmentation du prix du quota de CO2, renforcement de la pression des normes environnementales…), qui peut affecter à court terme l'équilibre macro-économique (réduction de la consommation, réduction de la productivité, inférieure à court terme dans les secteurs « verts »…).
De même, les conséquences redistributives de ces instruments (cf. taxe carbone) sont rarement évoquées, alors qu'elles sont au cœur de l'acceptabilité politique des réformes environnementales.
L'historique des négociations internationales sur le climat est bien connu des candidats, qui se contentent toutefois de les lister, sans mener une véritable analyse économique de leur efficacité (défaut de coordination entre les pays ; « dilemme du prisonnier »).

Une infime minorité de copies se penche sur le nécessaire changement des conditions du financement de la croissance : ainsi, la question de la difficulté d'accès au financement d'investissements de long terme, investissements nécessaires à la transition énergétique, n'est jamais soulevée.

On peut également regretter que les arbitrages temporels en matière de choix de modèle de croissance ne soient pas analysés dans les copies : la transition écologique suppose un temps d'adaptation, qui n'est pas toujours compatible avec les contraintes politiques de court terme.

Les attentes du jury

Il n'y a pas de barème pré-établi, la note finale reflétant principalement la qualité et la profondeur de l'argumentation, la clarté de son exposition.

L'épreuve de dissertation vise, au-delà du formalisme de l'exercice, à déceler les capacités d'analyse et de réflexion personnelle du candidat, sur la base des savoirs acquis durant les deux années de classe préparatoire. Beaucoup de candidats ne justifient pas ce qu'ils disent, se contentant de mentionner un auteur, comme si l'autorité de ce dernier constituait en soi un argument. Les candidats ne doivent pas confondre citation de noms et de titres d'ouvrage, et discours argumenté : seul le discours argumenté est convaincant et révèle les capacités de réflexion d'un candidat. Accumuler les noms et les titres d'ouvrages dans une copie sans exposer les raisonnements sous-jacents, se révèle contreproductif.

Remarques de correction

- L'orthographe et la syntaxe sont désormais très discriminantes dans la correction, les copies mal rédigées ne permettant souvent pas d'évaluer la qualité de l'argumentation, qui reste le principal critère

- Si elles sont appréciées, les références à des auteurs ne doivent pas devenir le prétexte à l'exhibition de ses connaissances. Leur seule légitimité est de renvoyer à un cadre théorique connu, qu'il serait trop long d'exposer, et dans lequel s'inscrit le raisonnement personnel du candidat

- Les introductions articulées autour de l'actualité sociale ou politique manquent souvent de profondeur pour illustrer l'enjeu d'un sujet. Elles sont souvent trop superficielles et n'illustrent pas l'enjeu intellectuel du sujet.

Parmi les remarques de fond sur le sujet 2019 :

- Le sujet a dans l'ensemble été bien compris des étudiants, au moins dans son acception étroite (taux de croissance) ; il était suffisamment large pour permettre à chacun d'organiser ses développements. D'où une moyenne générale dans la norme et un écart-type limité à environ 3 points.

- Le débat sur l'internalisation des externalités (Pigou, Coase…), qui était un des éléments du débat, ne semble pas toujours bien maîtrisé, et donne lieu à des développements parfois approximatifs. A titre d'illustration, le marché des droits d'émission de carbone est souvent mal connu dans ses modalités de fonctionnement.

- Les prix Nobel 2018 W. Nordhaus et P. Romer ont souvent été légitimement cités, tant pour leurs travaux relatifs à l'économie du changement climatique qu'au rôle de l'innovation dans la croissance à long terme (croissance endogène). On peut parfois regretter que les développements sur la croissance endogène soient juste évoqués en étape ultime des modèles de croissance traditionnels (Schumpeter, Solow…), auxquels sont consacrés beaucoup d'importance.

Conseils aux futurs candidats

- L'introduction doit décrire et illustrer l'enjeu intellectuel du sujet, au-delà des seules références à l'actualité

- Il est indispensable d'analyser les termes du sujet, pour en cerner les différentes dimensions

- L'orthographe et la syntaxe sont des éléments discriminants d'évaluation des copies

- Eviter le recours trop systématique aux références d'auteurs, qui nuisent à l'autonomie de la pensée, et peuvent être perçues comme des signaux souvent maladroits de mise en évidence des connaissances.

- Bien articuler sa pensée, avec un raisonnement personnel clairement exposé